

---

## LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CXLVI.

---

*Du Samedi 28 Novembre 1789.*

*Séance du jeudi soir.*

**A** l'ouverture de la séance, M. le baron de Vemphen a proposé à l'assemblée de rendre un décret concernant la garde nationale du bailliage de Caen. Après qu'il a exposé ses motifs, M. Prieur demandoit le renvoi de cette affaire au comité des rapports qui en rendroit compte le lendemain à deux heures ; malgré ses observations, l'assemblée a décrété, qu'occupée à donner incessamment une organisation uniforme à toutes les gardes nationales du royaume, elle maintient provisoirement celle du bailliage de Caen, &c défend la levée d'aucune autre troupe municipale, sous quelque dénomination que ce soit, si ce n'est un certain nombre de cavaliers, qui faisant corps avec les gardes nationales sous la discipline des mêmes états-majors, n'auront ni étendard, ni autre marque distinctive.

M. de la Jaqueminière a demandé à être entendu sur les subsistances des colonies, avant que, suivant l'ordre du jour, on traitât l'affaire des impositions de la Champagne.

Des députés d'Anjou réclamoient la priorité pour l'affaire de la gabelle qui avoit été ajournée ainsi que celle de

*Tome IV.*

Cc



la Champagne; l'ordre du travail a été mis aux voix, & la gabelle a obtenu la priorité.

M. de Praslin, député d'Anjou, après avoir retracé à l'assemblée toute l'horreur que le peuple a pour un impôt aussi désastreux, a proposé un remplacement de 1600 mille livres, qui seront versées directement à la caisse nationale, & il a lu un projet de décret combiné entre les députés de cette province & le comité des finances.

Ce projet de décret a fait d'abord une sensation favorable dans l'assemblée; mais il a été bientôt attaqué par des motifs qui ont changé l'opinion générale.

M. de Monlaurier s'est déclaré le premier opposant à la motion de M. de Praslin.

M. Destourmel ne pouvoit penser que la province d'Anjou eût le droit d'offrir un remplacement à raison de 60 liv. le minot, lorsqu'un décret précédent avoit fixé le prix du sel à 6 sols. Il proposoit d'autoriser le ministre des finances à traiter avec les autres provinces de gabelle pour le remplacement de cet impôt, sans nuire aux intérêts du trésor public, de la même manière qu'avec l'Anjou.

M. Biosat insistoit pour que l'Anjou payât strictement la même somme qu'il payoit au fisc pour cet impôt. Il a parlé avec beaucoup de chaleur en faveur des invalides des fermes. « Il faut trouver, disoit-il, dans le produit de cet impôt, de quoi continuer les modiques pensions des agens subalternes de la ferme, puisqu'ils ont consacré une partie de leur vie à ce métier. Vous ne voulez pas les laisser mourir de faim. »

Ce trait d'humanité devoit faire impression sur une assemblée, qui n'a cessé d'écouter la voix au milieu des horreurs des destructions que la révolution rend nécessaires. »

Un autre membre a développé les motifs de l'opinion où il étoit qu'il n'y avoit lieu de délibérer. Il a été pro-



posé une foule d'amendemens sur un objet pour lequel il n'y a qu'un seul remède, celui de la suppression. Que veulent dire ces ménagemens industriels pour les abus dévorans de la finance, lorsqu'on tranche tous les autres sans aucune réserve ? L'assemblée nationale ne pouvoit donc s'occuper de la gabelle pour la seule province d'Anjou ; aussi elle a décrété l'ajournement de cette affaire, & l'a renvoyée au comité des finances pour s'occuper incessamment de la suppression totale de la gabelle, & des moyens de remplacement de cet impôt.

On s'est occupé ensuite d'une demande importante formée au nom des députations de toutes les Colonies. Ces propriétés territoriales, ces provinces lointaines, incorporées avec la métropole par les décrets de l'assemblée nationale, d'une manière plus directe & plus particulière que chez les autres peuples anciens & modernes, forment sans doute un des plus grands intérêts parmi ceux que le législateur est appelé à régler.

Les questions importantes qu'elles présentent n'ont encore été soumises à aucun examen ; depuis long-temps le ministère seul disposoit à son gré de ces possessions éloignées, sur lesquelles le despotisme n'a jamais eu des bases certaines ni un système suivi, si ce n'est pour la fortune rapide de ses agens ; la commotion politique qu'éprouve la métropole devoit être ressentie par les colonies qui, comme elle, étoient sans constitution ; mais faut-il un code politique particulier pour les colonies ? Son organisation dans les différens pouvoirs doit-elle être différente de celle de la mère patrie ? enfin les loix coloniales doivent-elles être méditées dans un comité particulier, composé de négocians & de colons, contradicteurs légitimes & respectifs ? C'est ce que les diverses députations des îles françaises ont pensé, & qu'elles ont autorisé M. de Curi :



député de la Guadeloupe, de demander à l'assemblée nationale.

« Les grandes ressources de l'état, disoit M. de Curt, sont tellement dépendantes du sort des colonies, que la moindre erreur dans le système qui doit les régir, causeroit un mal irréparable. Dans les révolutions qui changent la face des empires, on peut autour de soi dépasser le but, sans crainte absolue d'une dissolution inévitable. Le mouvement rétrograde est, pour ainsi dire, sous la main du législateur, témoin de la secousse; mais à deux mille lieues de tous les pouvoirs, de tous les moyens, la publication seule d'une mauvaise loi seroit infailliblement suivie des résultats les plus funestes.

» Sans doute les colonies n'ont point à craindre de pareils malheurs, parce qu'il est dans vos principes de faire préparer les matières importantes sur lesquelles vous avez à délibérer. C'est ainsi que vous avez formé des comités pour tous les objets qui, tenant à beaucoup de rapports, exigent les connoissances les plus étendues & des méditations profondes.

» Mais ces comités ne peuvent embrasser que l'intérieur du royaume; & si vous voulez organiser vos colonies d'une manière qui vous assure à jamais les avantages de ces précieuses contrées, vous devez former un comité qui s'occupe sans délai d'en perfectionner les moyens.

» Telle est la demande que je suis autorisé à vous faire au nom des provinces américaines.

» Il s'est élevé, depuis quelques années, tant de questions captieuses sur leur régime, tant d'observations oratoires sur leur importance, tant de doutes ridicules sur la nécessité de les conserver, qu'il est temps de forcer au silence & les orateurs de mauvaise foi, & les apôtres des déclamations académiques, & les spéculatifs qui veulent juger par comparaison de contrées absolument dissimilaires.



» Je vous propose donc, Messieurs, de former un *comité des colonies*, composé de 20 membres pris dans cette assemblée; vous penserez sans doute qu'il doit être mi-parti de colons & mi-parti de négocians, parce que les colonies étant destinées à opérer la consommation du superflu du royaume, & accroître la richesse nationale par le moyen des échanges, les négocians & les colons sont entr'eux les seuls légitimes contradicteurs. Je dirois plus, eux seuls sont en état de vous présenter les meilleures vues sur toutes les parties de ce grand ensemble.

» Ce comité ainsi composé produiroit d'abord le bien inappréciable de rapprocher le commerce & les colonies sur leurs réclamations respectives.

» Oubliant les uns & les autres leurs intérêts particuliers pour ne s'occuper que de l'intérêt de l'état, ils fixeroient, à force de franchise & de loyauté, le terme où doit s'arrêter le commerce prohibitif; ils détermineroient de la manière la moins susceptible d'abus, tous les moyens qui peuvent empêcher que la contrebande n'enlève au royaume aucun des avantages dont il doit profiter.

» Enfin, disoit M. de Curt en finissant, vous avez mis la dette nationale sous la sauve-garde de la loyauté françoise. Dans mon opinion, les richesses seules des colonies peuvent garantir l'exécution de ce décret honorable. Sur 243 millions de denrées que vous recevez annuellement, vous en consommez 80 millions qui se décuplent par la circulation intérieure. Le reste passe à l'étranger; & comme les objets qu'il vous donne en échange ne s'élèvent qu'à environ 88 millions, il vous reste un solde de 75 millions qui diminuent d'autant l'exportation du numéraire à laquelle vous seriez forcés pour fournir honorablement aux intérêts énormes de la dette que vous avez déclarée nationale.



L'assemblée a demandé l'impression du discours du député de la Guadeloupe. Ensuite M. Blin a lu, malgré beaucoup de réclamations, une adresse de plusieurs colons propriétaires de l'île Saint-Domingue, & il a proposé, conformément à cette adresse, l'ajournement de toute motion relative aux colonies, jusqu'à ce que l'assemblée ait reçu des enseignemens exprès & positifs des habitans des colonies, légalement assemblés. La question a été ajournée à la séance de ce soir.

#### *Séance d'hier.*

Les adresses d'adhésion aux différens décrets de l'assemblée nationale se multiplient tous les jours de la part des communautés, villes & provinces du royaume. C'est pour rendre hommage aux grands principes de la souveraineté de la nation, que nous ne cessons de publier ces adresses, qui sont la véritable force d'une assemblée représentative. Quand le pouvoir souverain est exercé par des délégués, il acquiert tous les caractères de la volonté générale, lorsque les représentés sanctionnent ainsi les opérations des représentans.

Adhésion à tous les décrets donnée par la ville de Guerleskin en Bretagne, de Poligni & de Luxeuil en Franche-Comté, de Tenon en Périgord, d'Apt en Provence, de Chaumont en Vexin, d'Amboise, de Lille en Flandre.

La communauté de Calvillon en Languedoc, adhère également au décret des biens ecclésiastiques, & en a parfaitement fait l'esprit, en déclarant quelle continueroit de payer la dîme jusqu'à son remplacement.

Les villes de Forcalquier, Colmar, Aunotes & Masi en Provence, réunies à cinquante-quatre communautés, adhérant aux décrets du 4 août, renouvellent l'abandon de tous leurs privilèges, & votent une assemblée générale du comté de Provence, après la constitution du royaume des provinces & des tribunaux.



La municipalité de Châtillon sur Loing, adhère sur-tout au décret qui déclare l'assemblée inséparable de la personne du roi pendant cette session, & invite, par son exemple, la nation au don patriotique du quart des revenus.

Les officiers municipaux de Vitry-le-François expriment la ferme résolution de faire exécuter les décrets de l'assemblée nationale, & demandent quelques explications sur la loi martiale.

La ville de Montchamps en Poitou, déclare qu'elle prend, sur les réserves de la fabrique, 400 livres pour les pauvres, & 200 pour la contribution patriotique des citoyens les moins aisés de la paroisse, afin qu'aucun habitant ne se trouve arriéré pour le bien public.

La ville de Donnemarie en Montois, se soumet à payer fidèlement les impôts établis & à établir, ainsi que la contribution patriotique; elle félicite l'assemblée de l'union intime qui règne entre elle & le monarque.

La commune de Beaujeu applaudit au plan de division du Royaume en départemens.

La communauté de Brus en Poitou adhère aux décrets sur la contribution patriotique & sur les biens de l'église.

Les villes d'Uzès & d'Anduze en Languedoc s'élèvent avec force contre la déclaration de la noblesse de la sénéchaussée de Toulouse, enjoignant aux officiers de la garde nationale de veiller à ce qu'il ne soit formé d'assemblées de prétendus ordres, & corps ou corporations, sous prétexte d'y délibérer séparément & par ordre sur les affaires de l'état en général & de la province en particulier, & de les disperser, en se conformant aux dispositions de la loi martiale.

Les religieuses de l'abbaye du Trésor demandent la conservation de leur maison qui fait vivre une foule d'indigens; elles prient sur-tout l'assemblée de ne pas ordonner leur translation.



Ce n'est pas aux philosophes & aux amis de l'humanité, mais aux politiques & aux hommes d'état que les représentans de la commune du commerce de Nantes envoient une adresse, par laquelle ils supplient l'assemblée nationale de rejeter toute motion qui tendroit à l'abolition de la traite des noirs, comme ayant des conséquences pernicieuses pour le commerce & la prospérité de tout le royaume.

Le projet de justice gratuite, proposé par le comité de constitution au mois d'août, acquiert tous les jours des partisans généreux. Les officiers du bailliage de Vitry-le-François ont envoyé à l'assemblée nationale un arrêté du 10 novembre, par lequel ils s'obligent de rendre la justice gratuitement.

La ville de Luçon a annoncé la prestation de serment de la milice nationale.

On se rappelle que dans le procès-verbal de la séance de vendredi dernier, il fut fait mention des plaintes d'un membre sur la lenteur que le châtelet mettoit à la poursuite des accusations dont la connoissance lui avoit été attribuée.

M. Bertherot, procureur au châtelet, a observé que cette mention ne pouvoit qu'affaiblir la considération dont ce tribunal jouit à juste titre, qu'il se croyoit obligé de veiller à ce qu'il fût reconnu par l'assemblée que les magistrats qui le composent ont répondu avec zèle & exactitude à la confiance dont il a été honoré, & qu'il lui avoit été remis par le lieutenant civil & le procureur du roi, un état contenant le détail des dénonciations des crimes de lèse-nation faites au châtelet, des poursuites & de l'instruction qui se continuent.

Alors un des MM. les secrétaires a fait lecture de l'exposé suivant :



ÉTAT des différentes affaires qui s'instruisent au Châtelet,  
contre les personnes prévenues & accusées de crime de  
lèse-nation.

Le 30 octobre, le procureur-syndic de la commune a  
dénoncé M. le Prince Lambesc.

Le 3 novembre, lendemain des fêtes, le procureur du  
roi a rendu plainte & demandé qu'il fût informé.

L'information a été commencée le soir même & décrétée  
le 10; depuis on l'a fait une addition d'information de  
trente-cinq témoins, & le 24, le décret qui avoit été décerné  
contre uniquidam, a été nominativement appliqué à M.  
le prince Lambesc.

Une seconde dénonciation a été faite par le procureur-  
syndic de la commune, le même jour 30 octobre, contre  
le sieur Augeard; la plainte du procureur du Roi a été  
aussi-tôt commencée, elle n'est pas terminée, parce qu'il  
a été nécessaire de faire assigner les témoins demeurant à  
plus de quatre-vingt lieues de Paris; ces témoins sont sur  
le point d'arriver. Il a été d'ailleurs annoncé que la commune  
feroit déposer au greffe du châtelet des pièces importantes,  
mais le dépôt n'est pas encore effectué.

Le 6 novembre, le procureur-syndic a dénoncé l'affaire  
des sieurs Comte d'Astorg, du Regnier, Douglas, de Rubat,  
de Livron, & demoiselle de Bissi.

Le 10, plainte rendue ensuite; information faite, laquelle  
est terminée & va être décrétée.

Le 19, dénonciation du procureur-syndic contre MM.  
de Barentin, de Broglie, de Pinfégur, de Bézenval, &  
d'Antichamp.

Le lendemain, plainte du procureur du Roi, & le 21,  
interrogatoire de M. de Bézenval.



La commune a fait déposer le 24, plus de quatre cents pièces relatives à cette affaire.

Des motions faites au district de Saint-Martin-des-Champs contre la loi martiale & la garde nationale, ont donné lieu à une plainte & une information qui vient d'être déterminée, & sera décrétée ces jours-ci.

Un sieur Delcro a été prévenu de faire des enrôlemens pour l'Espagne d'après l'information, il a été décrété de prise de corps ce jourd'hui 24.

Il n'a été remis au châtelet aucunes pièces relativement au mandement de M. l'évêque de Treguier.

Certifié véritable ce 24 novembre 1789.

Signé *BERMESEAC*.

L'assemblée a décrété qu'elle avoit entendu cet exposé des travaux du châtelet avec satisfaction, & qu'il seroit inféré dans le procès-verbal.

M. Bertherot avoit encore demandé que le mandement de M. l'évêque de Treguier, & le décret de l'assemblée qui en renvoie la connoissance au châtelet, seront remis dans 24 heures au procureur du roi, qui en accusera la réception; mais M. Lanjuinais ayant observé que M. l'évêque de Treguier avoit publié un autre mandement qui a détruit la doctrine du premier, il n'a été rien statué, & on a passé à l'ordre du jour destiné aux finances.

M. le Brun a fait, avec beaucoup d'intérêt & de précision, un rapport de ce comité, dans lequel il a présenté, sous une forme piquante, les ressources que les nombreux faiseurs de projets offrent depuis quelque temps à la nation.

» Je ne vous parlerai point, Messieurs, a-t-il dit, de ces hommes timides qui se traînent dans les sentiers de la routine, qui ne présentent que les améliorations triviales



de l'ordre & de l'économie ; il y en a très-peu de ce genre , & les bons esprits qui se sont bornés à ces obscures découvertes , n'ont la plupart , sur les différentes parties d'administration , que des connoissances incomplètes ou des idées exagérées.

Des génies plus hardis vous enrichissent d'un trait de plume. L'un supprime tous les impôts , & vous donne une contribution volontaire de 7 à 8 cents millions ; d'autres substituent à ces droits compliqués une taxe personnelle bien juste , bien graduée , qu'ils asscient sur 25 millions d'individus , sur 12 , sur 8 , sur 4 , sur 2 , & qui vous rendra deux milliards , 1200 millions & au moins 800 ?

« De mêmes ressources , par exemple , un impôt sur les chiens , sur les cheminées , des rubans civiques , des ordres patriotiques , vous feront des revenus innocens & intarissables.

» Voulez-vous encore entreprendre tous les fouliers du royaume , & l'on vous garantira sur cet impôt unique un produit égal à toutes vos dépenses.

» On vous garantira encore une paix universelle sur mer & sur terre ; plus de militaires , plus de marine , & de là un revenu de 130 millions qui fondent une caisse d'amortissement.

» Vous pouvez encore payer graduellement votre dette sans qu'il vous en coûte rien ; avec 3 ou 4 cent millions de billets ordonnés , qu'ils passeront par une main avant de se représenter au trésor public , & qu'à chaque mutation ils décroîtront d'un pour cent.

» Si vous appelez cela une manière de banqueroute , ordonnez qu'ils circulent pendant vingt ans sans intérêt , & à la vingtième année vous les rembourserez avec le montant de cet intérêt que vous n'aurez pas payé.

C'est avec la même gaieté que M. le Brun a passé aux



différens projets de banque nationale. Il s'est arrêté à celui qui fut proposé à la séance de samedi dernier : « On trouvoit, continuoit-il, 300 millions d'argent ; vous livriez 600 millions de billets d'état, auxquels vous attachiez un & demi pour cent d'intérêt par an ; la banque négocioit ces billets à vue, & puis les rendoit à la circulation ; elle recevoit & payoit pour vous dans toutes les provinces, comptoit avec vous de l'intérêt des sommes qui séjournoient dans la caisse, & partageoit avec vous le bénéfice. »

» Je ne vous parlerai pas de quelques projets plus modestes, dont les auteurs ont adopté les bases triviales & mesquines sur lesquelles s'est appuyé le ministre des finances. »

Après avoir exposé ce tableau rapide de nos richesses spéculatives, M. le Brun s'est occupé d'un objet plus grave & plus utile. Il a peint les abus que l'avidité avoit introduits, sous le nom de la reconnaissance, & qui avoient semé la corruption autour de presque tous les hommes revêtus de fonctions publiques ; c'étoit une sorte d'imposition mise sur les villes & les provinces, comme sur les particuliers, sous différentes dénominations aussi avilissantes que ridicules. C'est pour la suppression de ces gratifications abusives que le comité a proposé un décret qui, avant d'être adopté, a été surchargé d'amendemens.

M. Lanjuinais vouloit y faire comprendre les distributions de cire à certains magistrats ; M. Long & M. Madier, les jettons des provinces ; M. Dupont de Bigorre, les gratifications des professeurs ; M. l'évêque d'Agen s'élevoit contre la rigueur de la peine de concussion ; M. Targier vouloit que l'on mit, & tous ceux qui en chef ou en sous-ordre, exercent quelque fonction publique.

M. d'Ailli a ajouté que le ministre des finances lui avoit déclaré que le roi alloit donner des ordres pour faire cesser



au premier janvier toutes les étrennes, & notamment celles que les commandans, intendans, & autres agens du pouvoir exécutif, reçoivent des corps, villes & provinces.

L'amendement de M. Target a été le seul adopté, & on est allé aux voix sur le projet de décret que le comité avait proposé; l'assemblée l'a adopté unanimement: le voici.

« L'assemblée considérant que toute fonction publique est un devoir; que tous les agens de l'administration salariés par la nation, doivent à la chose publique leurs travaux & leurs soins; que ministres nécessaires, ils n'ont ni faveur ni préférence à accorder, par conséquent aucun droit à une reconnaissance particulière; considérant encore qu'il importe à la régénération des mœurs, autant qu'à l'économie des finances & des revenus particuliers des provinces, villes, communautés & corporations, d'ancrer le trafic de corruption & de vénalité qui se faisoit autrefois sous le nom d'étrennes, *vin-de-ville*, *gratifications*, &c. »

« A décrété & décrète qu'à compter du premier décembre prochain, il ne sera permis à aucun agent de l'administration, ni à aucun de ceux qui en chef ou en sous ordre exercent quelque fonction publique de rien recevoir à titre d'étrennes, gratifications, *vin-de-ville*, &c. ou sous quelque autre dénomination que ce soit, des compagnies administratives de provinces, villes, communautés, corporations ou particuliers, sous peine de *concussion*; qu'aucune dépense de cette nature ne peut être allouée dans les comptes desdites compagnies, administrations, villes, communautés & corporations ».

« Et fera, sa majesté, suppliée de sanctionner incessamment le présent décret, & d'en ordonner la plus prompte exécution ».

Une affaire relative à une indemnité réclamée sur l'état, & qui étoit de la compétence du conseil des dépêches, a



été l'objet de plusieurs motions faites par MM. Duport, Camus, Fréteau, Goupille & la Chaise; mais cette affaire a été ajournée, & cependant renvoyée au comité chargé des affaires du conseil.

M. Bouchotte a proposé différentes ressources pour rétablir les finances. Nous en rendrons compte demain, ainsi que d'une lettre de M. Necker, relative à l'exportation des grains.

M. Duport a observé qu'au lieu de s'occuper du plan de banque proposé par le ministre, il falloit commencer par celui des finances, & établir des bases de crédit par l'examen des états des finances.

M. Fréteau a appuyé cette opinion, en annonçant que les travaux des commissaires sur la caisse d'escompte ne pouvoient être terminés que ce soir; que d'ailleurs les administrateurs de cette caisse convenoient que le plan de banque ne pouvoit réussir qu'avec des bases de crédit.

M. de Montelquiou a dit que le point important étoit de déterminer le plan & l'ordre du travail, dans lequel le comité présenteroit les décrets. M. l'abbé Mauri proposoit de consacrer trois jours par semaine aux finances, parce que nous touchions, disoit-il, à une époque remarquable pour cette matière, le premier janvier.

M. de Mirabeau réfutoit cette proposition, en disant que la constitution étoit loin d'être achevée, puisque le pouvoir judiciaire étoit à peine effleuré. MM. de Casalès, Anson, le Chapelier, & autres membres, ont long-temps discuté le plan de travail qu'on devoit adopter; mais M. de Crillon & M. Dailli ont observé que l'état des besoins impérieux des finances, d'ici au premier janvier, se portant à 90 millions, avoit été remis à M. le président de l'assemblée, & que si l'on ne s'occupoit de cet objet, c'étoit en vain qu'on travailloit à la constitution.



M. le Chapelier a insisté de plus fort pour aller aux voix sur l'ordre du travail pour aujourd'hui. Il a été décidé qu'on s'occuperait des besoins urgents de l'état.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs, dont l'abonnement finit au cent-quinzième numéro, sont priés de renouveler, afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros, & de rapporter le numéro de leur souscription, qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit, à Paris, chez CUSSAC, Libraire, au Palais-Royal, N<sup>o</sup>. 7 & 8, & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.



REPORT OF THE  
COMMISSIONERS OF THE  
LAND OFFICE

RETURNED BY THE  
COMMISSIONERS OF THE  
LAND OFFICE

W. E. L. M. 1867  
ANNUAL REPORT  
OF THE COMMISSIONERS OF THE  
LAND OFFICE  
FOR THE YEAR 1867

OF THE  
LAND OFFICE  
FOR THE YEAR 1867

THE  
LAND OFFICE  
FOR THE YEAR 1867

THE  
LAND OFFICE  
FOR THE YEAR 1867

THE  
LAND OFFICE  
FOR THE YEAR 1867

THE  
LAND OFFICE  
FOR THE YEAR 1867